

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de D&S n° 156

Mettre la gauche à la hauteur !

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 22 juillet 2008

Démocratie & Socialisme

Alors que la France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal redistribuées, chaque jour, ce sale régime sarkozyste pousse les feux anti-sociaux tous azimuts. Un seul objectif : augmenter les profits des multinationales, baisser les salaires et la protection sociale. Bling-bling et sa bande du Medef redistribuent à l'envers : tout pour l'actionnariat, rien pour le salariat, tout pour les riches, rien pour les pauvres.

Ils menacent la Sécu de tous côtés : moins de recettes, moins de soins. Ils hésitent encore sur la date : lors de la LFSS ou par une loi spécifique, mais ils veulent dé-rembourser les soins, taxer les seuls malades, casser la solidarité entre bien-portants et malades.

Ils organisent la guerre aux chômeurs : pas plus de refus de deux pseudo offres valables d'emploi, à bas prix et loin du domicile.

Ils traquent les sans-papiers, y compris ceux qui travaillent, exploités par des patrons délinquants, sans vergogne.

Pour la retraite, ils promulguent les 41 annuités, alors que les Français travaillent toujours en moyenne 37 annuités dans la vie réelle, c'est-à-dire qu'ils baissent encore le niveau des retraites, planifiant la plongée progressive des vieux dans la misère et les mouroirs.

Pour le code du travail, ils le passent à l'acide des exigences du Medef, démantelant le caractère collectif du contrat de travail pour le remplacer par des contrats individuels de gré à gré, de type commercial.

Ils aggravent la loi Fillon du 4 mai 2004 qui permet de déroger par le bas à l'ordre public social, et maintenant de renoncer par accord d'entreprise à la durée légale à 35 h ; ils opèrent même un spectaculaire tête-à-queue, puisque, après avoir valorisé de toute leur propagande, les heures supplémentaires à 25 %, ils permettent de les ramener à 10 %.

Ils ouvrent la voie à 235 jours de travail pour les cadres au lieu de 218, leur supprimant même les jours fériés.

Ils poussent au travail des femmes vendeuses et caissières, pauvres et précaires, le dimanche.

Ils allongent le contingent d'heures supplémentaires de façon illimitée, mais sans les majorer : travailler plus, gagner moins.

Ils bloquent le Smic, facilitent les CDD de 36 mois, les périodes d'essai de 8 mois, la suppression du droit du licenciement.

Ils facilitent les grandes hyper surfaces monopolistiques au détriment des commerces de proximité.

En bloquant les salaires, ils creusent le trou de la Sécu et des caisses de retraite.

Ils ferment les hôpitaux et les services publics, privatisent la Poste pour aller plus vite dans cette voie.

Ils dérégulent chaque jour tous azimuts : la loi imposant un quota de logements sociaux dans les communes est

contournée.

Contrairement à toutes leurs pseudo-promesses écologiques, ils bradent le transport du fret par rail.

Ils augmentent le prix du gaz massivement pour satisfaire les nouveaux actionnaires.

Ils proposent de reprendre l'allocation dépendance des personnes âgées sur leurs maigres successions.

Ils affaiblissent cyniquement l'école publique : ils annoncent la 65 000e suppression de postes d'enseignants alors qu'on en a tant besoin pour tirer les élèves en difficulté des secteurs difficiles.

Ils montent comme prévu la loi Pécresse en pleine puissance, mettant en concurrence dix universités "championnes", à la mode états-unienne.

Ils distribuent 60 milliards d'exonérations de cotisations sociales aux chefs d'entreprise, ils laissent 72 milliards de niches fiscales profiter aux plus riches, ils redonnent au nom du « bouclier fiscal », des impôts « trop perçus » aux 378 000 millionnaires de ce pays.

Ils sont les plus grands licenciés, empêchant des centaines de milliers de jeunes d'accéder à la fonction publique alors que des postes se libèrent en masse, suppriment un fonctionnaire sur deux, mais les contractuels, les précaires, se multiplient, leur but étant de détruire le statut protecteur de la fonction publique comme ils l'ont fait du code du travail.

C'est une autre société qu'ils essaient de faire passer en force. C'est la France sociale qu'ils cassent. Un recul sans précédent historique depuis 60 ans...

Et Bling-bling, battu aux élections de mars 2008, réduit à 33 % d'opinions favorables, ajoute l'insulte provocatrice à toutes ces attaques : « en France quand il y a une grève, on ne la remarque plus... »

Oui, bah, il va voir... ça va mal finir !

Car l'explosion peut survenir à tout instant, le salariat ne se laissera pas faire, pas davantage qu'en mai 68, novembre - décembre 95 ou 2006... On ne fait pas ainsi reculer une société avec une telle violence : tôt ou tard, elle va s'auto-défendre et trouver en son sein, à la fois un mouvement d'ampleur et à la fois une issue politique, quand bien même la gauche ne se mettrait pas d'elle-même à la hauteur !

Mais notre rôle est de nous battre pour « mettre la gauche à la hauteur » de cette situation explosive, c'est en tout cas, ce à quoi nous oeuvrons à l'occasion du congrès du Parti socialiste !